

le marché immobilier chinois (p. 156-65) ; enfin, les parcs urbains sont vus par Bianca Maria Rinaldi comme des produits visant à répondre à des critères esthétiques et aux enjeux de la durabilité environnementale (p. 166-75).

Un troisième apport de l'ouvrage est la très grande qualité des illustrations – photographies, plans et schémas d'aménagement – venant compléter l'analyse des projets en livrant au lecteur des informations essentielles sur la spatialité, l'environnement, et l'architecture des cas étudiés. La série photographique de Samuele Pellicchia sur Zhengdong (p. 33-57) fait notamment ressortir les esthétiques ambiguës des espaces – superpositions de textures, pratiques sociales locales, visions urbaines contrastées.

Si l'ouvrage comporte des données précieuses sur les villes nouvelles du point de vue de l'aménagement urbain, de l'urbanisme et des politiques publiques, on regrettera son manque de dimension sociologique. Il semblerait que l'angle du planning, centré sur les phases *en projet* ou *en construction* des villes nouvelles, maintienne un biais : celui d'un état d'inachèvement de ces espaces qui font pourtant, sur le terrain, déjà l'objet de pratiques et d'appropriations. Cette approche par le plan et par le haut demeure fortement descriptive, modélisée et lisse, déconnectée des processus sociaux concrets ainsi que des conflits et des jeux de pouvoir qui façonnent l'espace. Il manque ainsi une réflexion plus profonde partant des réalités locales, contextualisées par les trois cas. Enfin, l'absence de transcription chinoise dans l'ouvrage s'avère problématique pour une étude des « discours » et des « imaginaires ».

Il n'en reste pas moins que ce travail collectif cohérent, fournissant des données synthétiques et précises, approfondies et minutieusement illustrées, livre une contribution indéniable à la littérature sur les nouvelles formes d'urbanités dans la Chine du XXI<sup>e</sup> siècle. Il pourra convenir à un public d'étudiants et d'experts en design urbain et en aménagement, ainsi que, plus largement, à des chercheurs en géographie et en études urbaines.

■ Judith Audin est chercheuse au CEFC et rédactrice en chef de *Perspectives chinoises*. CEFC, Rm. 3029, Academic Building, The Hong Kong University of Science and Technology, Clear Water Bay, Kowloon, Hong Kong (jaudin@cefc.com.hk).



LEE, Ching Kwan, et Ming SING (éds.). 2019. *Take Back Our Future: An Eventful Sociology of the Hong Kong Umbrella Movement*. Ithaca, New York: Cornell University Press.

## JENNY CHAN

**T**ake Back Our Future offre un compte rendu détaillé des 79 jours du mouvement des Parapluies, replacé dans le contexte de l'histoire politique contemporaine de Hong Kong. Par le biais d'une approche interdisciplinaire de l'étude des mouvements sociaux, les dix auteurs examinent la « recolonisation » de Hong Kong par la Chine et expliquent les circonstances qui ont mené à ces manifestations sans précédent. Pour commencer, Ching Kwan Lee s'appuie sur la formulation de William Sewell de la sociologie événementielle pour comprendre les multiples causes et transformations issues du mouvement des Parapluies (chapitre 1). Lors de tournants historiques, les « événements », définis comme « sous-catégorie de faits rares », permettraient la formation et la montée en puissance de « nouveaux groupes d'acteurs » ou de redonner le pouvoir « sous de nouvelles formes, à des groupes déjà existants » (p. 2). Cette rupture dans la politique contestataire a éveillé la conscience de dizaines de milliers de manifestants demandant un véritable suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif hongkongais.

De manière rétrospective, Wing Sang Law montre que le « cadre cardinal » partagé par les Hongkongais était de forger une réunification avec la Chine continentale s'accompagnant d'une représentation démocratique plus large (chapitre 4) en 1997. À la suite de la répression du 4 juin 1989 à Pékin, « la crise de confiance causée par l'avenir incertain de Hong Kong » était cependant déjà imminente (p. 76). Comment pourrait fonctionner le schéma constitutionnel d'« un pays, deux systèmes » établi par la Déclaration commune sino-britannique de 1984 ? La Loi fondamentale, une mini constitution entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1997 dans la région administrative spéciale de Hong Kong, est supposée garantir les libertés des citoyens de Hong Kong, et « un haut degré d'autonomie ». Dans la pratique, comme le démontre Ming Sing, Pékin n'a cessé de resserrer son contrôle sur Hong Kong en restreignant la compétition électorale (chapitre 7). Face à l'impasse institutionnelle dans le processus législatif et à l'enlisement de la lutte démocratique, une masse critique d'étudiants et de militants intellectuels ont pris le problème à bras le corps lorsque l'Assemblée nationale populaire de la République populaire de Chine a annoncé une réforme politique de Hong Kong le 31 août 2014.

Selon la proposition de réforme, seuls deux des trois candidats (nommés par un Comité électoral aisément manipulable par Pékin) auraient été autorisés à entrer en lice pour les élections du chef de l'exécutif en 2017. Une explosion de colère s'en est suivie, clairement exprimée à partir du 22 septembre par des grèves étudiantes et lycéennes de plusieurs semaines. Une opposition massive de plusieurs mois s'est finalement déclenchée le 28 septembre à la suite de tirs de gaz lacrymogène par la police sur des manifestants pacifiques qui protestaient autour du quartier général du gouvernement pour demander la libération immédiate des leaders étudiants arrêtés.

Dans un contexte socio-culturel plus large, Alex Chow explique la quête d'espaces urbains alternatifs et de nouvelles pratiques économiques durant et à travers le mouvement des Parapluies (chapitre 2). En tant que secrétaire général de la Fédération des syndicats étudiants de Hong Kong, Chow et d'autres étudiants organisateurs ont produit une puissante critique des inégalités capitalistes et de la gouvernance non démocratique dans la vie quotidienne à Hong Kong. Les élites des milieux d'affaires et de pouvoir, dont les privilèges étaient déjà nombreux sous le colonialisme britannique et qui ont été protégés de la même manière lors de la transition politique de 1997, ont continué à monopoliser le capital immobilier, les systèmes de transports publics, les projets d'infrastructures, ainsi que les organisations de médias de masse, limitant par conséquent les libertés civiles et aggravant les disparités socio-économiques.

Dans l'ère numérique actuelle, les citoyens se sont mobilisés en répondant à des appels à l'action sur Facebook et d'autres réseaux sociaux, plutôt qu'aux campagnes des syndicats et partis politiques. Certains ont suivi les principes de désobéissance civile non violente, d'autres se sont engagés dans une confrontation militante, parfois provoquée par la police anti-émeutes et/ou des gangs, comme le démontre avec brio Samson Yuen (chapitre 3). À Mongkok, quartier dominé par des « localistes » de droite et des démocrates radicaux, les espaces socio-politiques étaient quelque peu marqués par l'exclusion. Au contraire, à Admiralty et Causeway Bay, des démocrates modérés et des gauchistes progressistes ont créé ensemble un ordre civique relativement ouvert. Par-dessus tout, les occupants du mouvement des Parapluies – représentant près de 20 % des 7,2 millions de résidents hongkongais à l'apogée du mouvement – étaient issus de tous les milieux (ce que souligne le magnifique essai photographique d'Oscar Ho dans le chapitre 9 et les sondages sur place cités dans les autres chapitres).

Une importante mise en garde de Francis Lee au sujet de la facilité d'accès et du bas coût de l'information souligne que ceux-ci ne facilitent pas nécessairement la construction sociale d'une identité commune ou l'adoption unifiée de répertoires d'actions (chapitre 5). À Hong Kong, la mobilisation organisée en réseau s'est confrontée à une contre-mobilisation orchestrée par l'État-parti chinois et leurs complices en ligne ou hors-ligne et dans différents secteurs. Par exemple, la Hong Kong Confederation of Trade Unions (HKCTU) s'est fréquemment retrouvée en compétition avec une organisation pro-régime, la Hong Kong Federation of Trade Unions (HKFTU), affaiblissant la solidarité syndicale dans le soutien aux manifestations démocratiques.

Comme le raconte Chris Chan, mis à part quelques actions éphémères menées par des syndicats fin septembre 2014, aucune grève politique n'a

eu lieu (chapitre 6). Se plaignant de « perturbations dans la rue » et de « chaos », un syndicat de taxis a pétitionné le gouvernement pour qu'il « rouvre les routes » et restaure « la loi et l'ordre ». Cela a mené à une injonction des tribunaux pour que la police aide les huissiers à vider les rues. En tout, la Haute Cour de Hong Kong a émis quatre injonctions civiles à différents plaignants pour parvenir à évacuer les trois sites occupés. Le déplacement du conflit de l'arène politique vers le judiciaire n'a eu pour effet que de différer une crise politique chronique sans la résoudre, met en garde Edmund Cheng (chapitre 8).

Dans une perspective comparatiste, Jieh-min Wu met en avant les « menaces chinoises » derrière la réponse tactique du mouvement d'occupation des Tournesols à Taïwan et du mouvement des Parapluies à Hong Kong (chapitre 10). Le 18 mars 2014, 200 militants étudiants et leaders de mouvements sociaux ont occupé le Yuan législatif (le Parlement taïwanais) pendant 24 jours pour demander le retrait de l'Accord commercial sur les services entre les deux rives (Cross-Strait Services Trade Agreement). Le succès du mouvement a encouragé les jeunes à mettre en avant les intérêts de Taïwan tout en débattant de souveraineté, d'État et d'identité taïwanaise. Les noyaux durs des militants à Taïwan et Hong Kong s'étaient d'ailleurs mis en relation pour apprendre les uns des autres et communiquaient également avec des groupes de la société civile partout dans le monde.

La sphère démocratique et la vie quotidienne sont intimement liées et sont des entités indissociables. Comment « reprendre notre avenir en main » ? Avec le passage de la loi sur la sécurité nationale le 30 juin 2020, les partis pro-démocrates et les militants doivent se battre encore davantage pour survivre à Hong Kong. L'État chinois autoritaire (Ming Sing le désigne plus directement comme « le plus grand régime dictatorial sur terre », p. 241) a intensifié la surveillance des enseignants, les journalistes et les observateurs. Mais nous ne devons pas abandonner. Cette importante collection d'études sérieuses qui réfléchit à la fois sur le passé et le présent aidera les lecteurs à imaginer des stratégies pour créer notre avenir.

■ Traduit par Camille Richou.

■ Jenny Chan est maîtresse de conférences à l'Université polytechnique de Hong Kong. HJ 433, département de sciences sociales appliquées, Université polytechnique de Hong Kong (jenny.wl.chan@polyu.edu.hk).